ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ 30 ΣΕΠΤΕΜΒΡΙΟΥ 1968	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 233

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΙ ΝΟΜΟΙ

Α.Ν. 590. Περὶ κυρώσεως τοῦ Πρωτοκόλλου παρατάσεως τῆς Διεθνοῦς Συμφωνίας τοῦ Ἐλαιολάδου τοῦ 1963. 1

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

651. Περὶ παρατάσεως θητείας Ἐρανικῆς Ἐπιτροπῆς ἀνεγέρσεως Μνημείου τῶν σφαγιασθέντων ἐν Διστόμῳ. 2

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΙ ΝΟΜΟΙ

(1)

ΑΝΑΓΚΑΣΤΙΚΟΣ ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 590

Περὶ κυρώσεως τοῦ Πρωτοκόλλου παρατάσεως τῆς Διεθνοῦς Συμφωνίας τοῦ Ἐλαιολάδου τοῦ 1963.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν Νόμου τὸ ἐν Γενεύῃ συναφθὲν τὸν Μάρτιον τοῦ 1967, πρωτόκολλον περὶ τῆς παρατάσεως τῆς Διεθνοῦς Συμφωνίας τοῦ Ἐλαιολάδου τοῦ 1963, τὸ ὁποῖον ὑπέγραψεν ἡ Ἑλλὰς ἐν Μαδρίτῃ τὴν 23ην Ἰουνίου 1967 καὶ οὗτινος τὸ κείμενον ἕπεται ἐν Γαλλικῷ πρωτοτύπῳ καὶ Ἑλληνικῇ μεταφράσει.

Ἄρθρον δεύτερον.

Πρὸς ἀντιμετώπισιν τῶν δαπανῶν συμμετοχῆς τῆς Ἑλλάδος κατὰ τὴν διὰ τοῦ ὡς ἄνω κυρουμένου πρωτοκόλλου, παράτασιν τῆς Διεθνοῦς Συμφωνίας τοῦ Ἐλαιολάδου τοῦ 1963, ἀναγράφεται εἰς τὸν Προϋπολογισμὸν ἐξόδων τοῦ Ὑπουργείου Γεωργίας, ἡ ἀναγκαία πίστωσις ὑπὸ ἴδιον κωδικὸν ἀριθμόν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Σεπτεμβρίου 1968

Ἐν Ὀνόματι τοῦ Βασιλέως
Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΖΩΙΤΑΚΗΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
Γ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ Α'
ΣΤΥΛ. ΠΑΤΤΑΚΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ Β'
ΔΗΜ. ΠΑΤΙΛΗΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ

Ν. ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ, ΗΛΙΑΣ Γ. ΚΥΡΙΑΚΟΠΟΥΛΟΣ, ΠΑΝΑΓ. ΤΖΕΒΕΛΕΚΟΣ, ΘΕΟΦ. ΠΑΠΑΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΥ, ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ, ΕΠΑΜ. ΤΣΕΛΛΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΚΤΙΠΡΑΙΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΔΗΜΗΤΡΙΟΥ, ΑΛΕΞ. ΜΑΤΘΑΙΟΥ, ΙΩΑΝ. ΧΟΛΕΒΑΣ, ΑΠΟΣΤ. ΒΟΓΙΑΤΖΗΣ, ΙΟΤΑ. Μ. ΕΥΑΜΠΙΟΣ, ΝΙΚ. ΣΙΩΡΗΣ, Γ. ΓΕΩΡΓΑΚΕΛΟΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 30 Σεπτεμβρίου 1968

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΗΛ. Γ. ΚΥΡΙΑΚΟΠΟΥΛΟΣ

Protocole portant reconduction de l'Accord international sur l'huile d'olive de 1963.

Les gouvernements signataires du présent Protocole,

Considérant que, sous réserve des dispositions du paragraphe 4 de son article 37, l'Accord international sur l'huile d'olive de 1963 expire le 30 septembre 1967, et

Considérant qu'il est désirable que l'Accord international sur l'huile d'olive de 1963 continue à produire ses effets après cette date,

Sont convenus de ce qui suit:

Article premier

L'Accord international sur l'huile d'olive de 1963 (ci-après dénommé «l'Accord») continuera à produire ses effets entre les parties au présent Protocole jusqu'à la fin de la campagne oléicole 1968/1969;

Article 2.

Pour les parties au présent Protocole, l'Accord et le Protocole seront lus et interprétés comme constituant un seul instrument et seront considérés comme l'Accord international sur l'huile d'olive de 1963 dûment reconduit.

Article 3.

1. Les gouvernements pourront devenir parties au présent Protocole, conformément à leur procédure constitutionnelle:

a) en le signant; ou

b) en le ratifiant, en l'acceptant ou en l'approuvant après l'avoir signé sous réserve d'une ratification, d'une acceptation, ou d'une approbation; ou

c) en y adhérant.

2. En signant le présent Protocole, chaque gouvernement signataire déclarera formellement si, conformément à sa procédure constitutionnelle, sa signature doit être ou non soumise à ratification, acceptation ou approbation.

Article 4.

Le présent Protocole sera ouvert à Madrid, auprès du Gouvernement de l'Espagne, Gouvernement dépositaire de l'Accord, jusqu'au 30 juin 1967, à la signature de tout Gouvernement qui, à cette date, est partie à l'Accord.

Article 5

1. Lorsque la ratification, l'acceptation ou l'approbation est requise, les instruments correspondants doivent être déposés, au plus tard le 30 septembre 1967, auprès du Gouvernement dépositaire.

2. Tout Gouvernement signataire n'ayant pas ratifié, accepté ou approuvé le présent Protocole au 30 septembre 1967, peut obtenir du Conseil une prolongation de délai aux fins du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation. Ce délai ne devra pas dépasser le 30 septembre 1968, à moins qu'en vertu des dispositions de l'article 7 ci-après, le présent Protocole ne soit déjà entré en vigueur provisoirement ou définitivement.

Article 6

1. Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de tout Gouvernement non signataire d'un Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ou de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

2. L'adhésion au présent Protocole de la part d'un Gouvernement qui n'est pas partie à l'Accord sera considérée comme une adhésion à l'Accord reconduit par le présent Protocole.

3. L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement dépositaire et prendra effet à compter de la date du dépôt de cet instrument ou de la date de l''entrée en vigueur du présent Protocole, si la seconde date est postérieure à la première.

Article 7

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le 1er octobre 1967 entre les Gouvernements qui l' auront signé et, au cas où leur procédure constitutionnelle l'exige, l'auront ratifié, accepté ou approuvé, si figurent parmi eux les Gouvernements de cinq pays principalement producteurs et les Gouvernements de deux pays principalement importateurs. A défaut, il entrera en vigueur à toute date ultérieure à laquelle ces conditions seront remplies, sans que cette date puisse être postérieure au 30 septembre 1968.

2. Le présent Protocole entrera en vigueur à la date du dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation à l'égard de tout Gouvernement signataire qui effectuera le dépôt de cet instrument posterieurement à la date d'entrée en vigueur du Protocole aux termes du paragraphe 1 ci-dessus.

3. Le présent Protocole pourra entrer en vigueur provisoirement. A cet effet, tout Gouvernement signataire pourra désposer auprès du Gouvernement dépositaire, au plus tard le 30 septembre 1967, une notification par laquelle il s'engagera à chercher à obtenir, dans les plus brefs délais, la ratification, l'acceptation ou l'approbation du présent Protocole, conformément à sa procédure constitutionnelle. Cette notification sera considérée, aux seules fins de l'entrée en vigueur provisoire, comme produisant le même effet qu'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

4. Tout Gouvernement signataire qui, à la date du 1er octobre 1967, n'aura pas ratifié, accepté ou approuvé le présent Protocole, mais qui aura effectué la notification prévue au parargraphe 3 du présent article, pourra, s'il le désire, prendre part aux travaux du Conseil en qualité d'observateur, sans droit de vote.

5. Tout Gouvernement signataire qui aura déposé la notification prévue au paragraphe 3 du présent article pourra également informer le Gouvernement dépositaire qu'il s'engage à appliquer provisoirement le présent Protocole. Tout Gouvernement qui aura pris un tel engagement sera considéré provisoirement comme partie au présent Protocole, avec tous les droits et obligations y afférents, jusqu'à la date où il déposera son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation ou, à défaut, jusqu' au 30 septembre 1968.

Si, au 30 septembre 1968, un Gouvernement n'a pas encore déposé son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, il cessera, à compter du 1er octobre 1968, d'être considéré provisoirement comme partie au présent Protocole, à moins que le Conseil n'en décide autrement. Cependant, ce Gouvernement aura le droit de prendre part aux travaux du Conseil en qualité d'observateur, sans droit de vote.

6. Si, au 30 juin 1967, le présent Protocole n'a pas reçu un nombre suffisant de signatures pour qu'il puisse entrer en vigueur après ratification, acceptation ou approbation, mais si les Gouvernements de quatre pays principalement producteurs et les Gouvernements de deux pays principalement importateurs ont signé et si, au cas où leur procédure constitutionnelle l'exige, ils ont ratifié, accepté, ou approuvé ledit Protocole au 30 septembre 1967, lesdits Gouvernements pourront décider d'un commun accord que le présent Protocole entrera en vigueur en ce qui les concerne ou bien pourront prendre toutes autres mesures que la situation leur paraîtra exiger.

7. Si, à la date du 1er octobre 1967, le présent Protocole n'est pas entré en vigueur, soit provisoirement soit définitivement, dans les conditions visées aux paragraphes 1 et 3 ci-dessus, mais s'il a reçu un nombre de signatures suffisant pour qu'il puisse entrer en vigueur, après ratification, acceptation ou approbation, conformément aux dispositions prévues à cet effet dans le présent Protocole, l'Accord de 1963 sera de plein droit prorogé jusqu' à la date d'entrée en vigueur, provisoire ou définitive, du

présent Protocole, sans que la durée de cette prorogation puisse dépasser douze mois.

Article 8.

Si, au 30 septembre 1969, un accord destiné à reconduire ou à renouveler l'Accord de 1963 dûment reconduit a été négocié et a reçu un nombre de signatures suffisant pour qu'il puisse entrer en vigueur après ratification, acceptation ou approbation conformément aux dispositions prévues à cet effet, mais si ce nouvel accord n'est pas entré en vigueur, provisoirement ou définitivement, le présent instrument sera prorogé jusqu'à l'entrée en vigueur du nouvel accord, sans que la durée de cette propogation puisse dépasser douze mois.

Article 9.

Le Gouvernement dépositaire informera sans tarder chaque Gouvernement qui est partie à l'Accord ou au présent Protocole, ou qui est provisoirement considéré comme partie à ce dernier, de toute signature, ratification, acceptation, approbation ou adhésion audit Protocole, de toute notification déposée conformément aux paragraphes 3 et 5 de l'Article 7 du présent Protocole, ainsi que de sa date d'entrée en vigueur.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment habilités à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Protocole aux dates figurant en regard de leur signature.

Les textes du présent Protocole en langues anglaise, espagnole, française et italienne font tous également foi, les originaux étant déposés auprès du Gouvernement de l'Espagne qui en communiquera des copies certifiées conformes à chacun des Gouvernements qui auront signé le présent Protocole ou y auront adhéré.

Fait à Genève ,le 30 mars 1967.

Πρωτόκολλον παρατάσεως τῆς Διεθνοῦς Συμφωνίας τοῦ Ἐλαιολάδου τοῦ 1963.

Αἱ ὑπογράψασαι τὸ παρὸν Πρωτόκολλον Κυβερνήσεις, ἔχουσαι ὑπ' ὄψιν ὅτι ἡ Διεθνὴς Συμφωνία τοῦ Ἐλαιολάδου τοῦ 1963, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τῆς παρ. 4 τοῦ ἄρθρου 37 αὐτῆς, ἐκπνέει τὴν 30ὴν Σεπτεμβρίου 1967 καὶ

Ἐκτιμῶσαι ὅτι εἶναι ἐπιθυμητὸν ὅπως ἡ Διεθνὴς Συμφωνία τοῦ Ἐλαιολάδου τοῦ 1963 ἐξακολουθῇ νὰ παράγῃ τὰ ἀποτελέσματά της μετὰ τὴν χρονολογίαν ταύτην.

Συνεφώνησαν καὶ συναπεδέχθησαν τὰ κάτωθι:

Ἄρθρον 1.

Ἡ Διεθνὴς Συμφωνία τοῦ Ἐλαιολάδου τοῦ 1963 (κατωτέρω ὀνομαζομένη «Συμφωνία») θὰ συνεχίσῃ νὰ παράγῃ τὰ ἀποτελέσματά της, μεταξὺ τῶν συμβαλλομένων μερῶν εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον, μέχρι τοῦ τέλους τῆς ἐλαιοπαραγωγικῆς περιόδου 1968)1969.

Ἄρθρον 2.

Ὑπὸ τῶν συμβαλλομένων μερῶν εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον, ἡ Συμφωνία καὶ τὸ Πρωτόκολλον θὰ ἑρμηνευθῶσι καὶ θὰ ἐκληφθῶσιν ὅτι ἀποτελοῦν ἓν μόνον ὄργανον καὶ θὰ θεωρηθῶσιν ὡς Διεθνὴς Συμφωνία τοῦ ἐλαιολάδου τοῦ 1963, δεόντως παραταθεῖσα.

Ἄρθρον 3.

1. Αἱ Κυβερνήσεις θὰ δύνανται νὰ καταστῶσι συμβαλλόμενα μέρη εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον, συμφώνως πρὸς τὴν Συνταγματικήν των διαδικασίαν:

α) Διὰ τῆς ὑπογραφῆς τούτου ἢ

β) Διὰ τῆς ἐπικυρώσεώς του, τῆς ἀποδοχῆς του ἢ τῆς ἐγκρίσεώς του, μετὰ τὴν ὑπογραφήν του ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς ἐπικυρώσεως τῆς ἀποδοχῆς ἢ τῆς ἐγκρίσεως, ἢ

γ) Τῆς προσχωρήσεως εἰς τοῦτο.

2. Ὑπογράφουσα τὸ παρὸν πρωτόκολλον, ἑκάστη Κυβέρνησις θὰ δηλώσῃ ρητῶς ἐάν, συμφώνως πρὸς τὴν Συνταγματικήν της διαδικασίαν, ἡ ὑπογραφή της ὑπόκειται ἢ ὄχι εἰς ἐπικύρωσιν, ἀποδοχὴν ἢ ἔγκρισιν.

Ἄρθρον 4.

Τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ παραμείνῃ ἀνοικτὸν ἐν Μαδρίτῃ παρὰ τῇ Ἱσπανικῇ Κυβερνήσει, Κυβερνήσει καταθέσεως τῆς Συμφωνίας, μέχρι τῆς 30ῆς Ἰουνίου 1967, πρὸς ὑπογραφὴν ὑφ' ὅλων τῶν Κυβερνήσεων, αἵτινες μέχρι τῆς χρονολογίας ταύτης εἶναι Συμβαλλόμενα μέρη, ἐν τῇ Συμφωνίᾳ.

Ἄρθρον 5.

1. Ὅταν ἡ ἐπικύρωσις, ἡ ἔγκρισις ἢ ἡ ἀποδοχὴ ἔχῃ ἐπιτευχθῇ, τὰ ἀντίστοιχα ὄργανα δέον νὰ κατατεθῶσι, τὸ βραδύτερον μέχρι τῆς 30ῆς Σεπτεμβρίου 1967, παρὰ τῇ Κυβερνήσει Καταθέσεως τῆς Συμφωνίας.

2. Πᾶσα ὑπογράψασα Κυβέρνησις μὴ ἔχουσα ἐπικυρώσει, ἀποδεχθῇ ἢ ἐγκρίνει τὸ παρὸν πρωτόκολλον τὴν 30ὴν Σεπτεμβρίου 1967, δύναται νὰ ἐπιτύχῃ διὰ τοῦ Συμβουλίου παράτασιν τῆς προθεσμίας πρὸς κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου τῆς ἐπικυρώσεώς του, τῆς ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεώς του. Ἡ προθεσμία αὕτη δὲν δύναται νὰ παραταθῇ πέραν τῆς 30ῆς Σεπτεμβρίου 1968, ἐκτὸς ἐάν, κατὰ τὰς διατάξεις τοῦ κατωτέρω ἄρθρου 7, τὸ παρὸν πρωτόκολλον δὲν ἔχῃ τεθῇ ἤδη ἐν ἰσχύϊ προσωρινῶς ἢ ὁριστικῶς.

Ἄρθρον 6.

1. Τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ παραμείνῃ ἀνοικτὸν πρὸς προσχώρησιν πάσης Κυβερνήσεως, μὴ ὑπογραψάσης Κράτους — μέλους τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν, τῆς Διασκέψεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὸ Ἐμπόριον καὶ τὴν Ἀνάπτυξιν ἢ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν διὰ τὰς Τροφὰς καὶ τὴν Γεωργίαν.

2. Ἡ προσχώρησις εἰς τὸ παρὸν πρωτόκολλον Κυβερνήσεως ἥτις δὲν εἶναι συμβαλλόμενον μέρος εἰς τὴν Συμφωνίαν θὰ θεωρηθῇ ὡς προσχώρησις εἰς τήν, διὰ τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, παραταθεῖσαν Συμφωνίαν.

3. Ἡ προσχώρησις θὰ ἐπιτευχθῇ διὰ τῆς καταθέσεως τοῦ ὀργάνου προσχωρήσεως παρὰ τῇ Κυβερνήσει καταθέσεως τῆς Συμφωνίας καὶ θὰ ἰσχύῃ ἀπὸ τῆς χρονολογίας τῆς καταθέσεως τοῦ ὀργάνου τούτου ἢ ἀπὸ τῆς χρονολογίας τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, ἐὰν ἡ δευτέρα χρονολογία εἶναι μεταγενεστέρα τῆς πρώτης τοιαύτης.

Ἄρθρον 7.

1. Τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ τὴν 1ην Ὀκτωβρίου 1967, μεταξὺ τῶν Κυβερνήσεων, αἵτινες θὰ ἔχωσι ὑπογράψει τοῦτο, καὶ εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ Συνταγματικὴ διαδικασία τὸ ἀπαιτεῖ, θὰ τὸ ἔχωσι ἐπικυρώσει ἀποδεχθῇ ἢ ἐγκρίνει, ἐὰν μεταξὺ τούτων εἶναι αἱ Κυβερνήσεις πέντε κυρίως παραγωγικῶν χωρῶν καὶ αἱ Κυβερνήσεις δύο κυρίως εἰσαγωγικῶν χωρῶν. Ἐν ἐλλείψει, θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ εἰς πᾶσαν μεταγενεστέραν χρονολογίαν καθ' ἣν οἱ ὅροι οὗτοι θὰ πληρωθῶσι, χωρὶς νὰ δύναται ἡ ἡμερομηνία αὕτη νὰ εἶναι μεταγενεστέρα τῆς 30ῆς Σεπτεμβρίου 1968.

2. Τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ κατὰ τὴν χρονολογίαν τῆς καταθέσεως τοῦ ὀργάνου ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως ὑπὸ πάσης ὑπογραψάσης Κυβερνήσεως, ἥτις θὰ πραγματοποιήσῃ τὴν κατάθεσιν τοῦ ὀργάνου τούτου μεταγενεστέρως τῆς χρονολογίας ἐνάρξεως ἰσχύος τοῦ πρωτοκόλλου κατὰ τοὺς ὅρους τῆς ὡς ἄνω 1 παραγράφου.

3. Τὸ παρὸν πρωτόκολλον δύναται νὰ τεθῇ προσωρινῶς ἐν ἰσχύϊ. Ἐπὶ τούτῳ, πᾶσα ὑπογράψασα Κυβέρνησις θὰ δύναται νὰ καταθέσῃ παρὰ τῇ Κυβερνήσει Καταθέσεως τῆς Συμφωνίας, τὸ βραδύτερον τὴν 30ὴν Σεπτεμβρίου 1967, ἀνακοίνωσιν δι' ἧς θὰ ἀναλαμβάνῃ τὴν ὑποχρέωσιν ὅπως ἐπιδιώξῃ ἵνα ἐπιτύχῃ ἐντὸς τῶν βραχυτέρων προθεσμιῶν, τὴν ἐπικύρωσιν, τὴν ἀποδοχὴν ἢ τὴν ἔγκρισιν τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, συμφώνως πρὸς τὴν Συνταγματικήν της διαδικασίαν. Ἡ ἀνακοίνωσις αὕτη θὰ θεωρηθῇ διὰ μόνον τὸν σκοπὸν τῆς προσωρινῆς ἐνάρξεως ἰσχύος, ὡς παράγουσα τὸ αὐτὸ ἀποτέλεσμα ὅπερ καὶ τὸ ὄργανον ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως.

4. Πᾶσα ὑπογράψασα Κυβέρνησις ἥτις, κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς 1ης Ὀκτωβρίου 1967, δὲν θὰ ἔχῃ ἐπικυρώσει ἀποδεχθῇ ἢ ἐγκρίνει τὸ παρὸν πρωτόκολλον, ἀλλὰ θὰ ἔχῃ πραγματοποιήσει τὴν ὑπὸ τῆς παρ. 3 προβλεπομένην ἀνακοίνωσιν θὰ δύναται, ἐὰν ἐπιθυμῇ τοῦτο, νὰ συμμετέχῃ ἄνευ δικαιώματος ψήφου, τῶν ἐργασιῶν τοῦ Συμβουλίου ὑπὸ τὴν ἰδιότητα τοῦ Παρατηρητοῦ.

5. Πᾶσα ὑπογράψασα Κυβέρνησις ἥτις θὰ ἔχῃ καταθέσει τὴν προβλεπομένην ὑπὸ τῆς παρ. 3 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀνακοίνωσιν θὰ δύναται ἐπίσης νὰ πληροφορῇ τὴν Κυβέρνησιν καταθέσεως τῆς Συμφωνίας ὅτι ἀναλαμβάνει τὴν ὑποχρέωσιν νὰ ἐφαρμόζῃ προσωρινῶς τὸ παρὸν πρωτόκολλον.

Πᾶσα Κυβέρνησις ἥτις θὰ ἔχῃ ἀναλάβει τοιαύτην ὑποχρέωσιν θὰ θεωρῆται προσωρινῶς ὡς συμβαλλόμενον μέρος τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, μεθ' ὅλων τῶν ἀπορρεουσῶν ὑποχρεώσεων καὶ δικαιωμάτων, ἕως τῆς χρονολογίας καθ' ἣν θὰ καταθέσῃ τὸ ὄργανον τῆς ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως ἢ ἐν ἐλλείψει, μέχρι τῆς 30ῆς Σεπτεμβρίου 1968.

Ἐάν, τὴν 30ὴν Σεπτεμβρίου 1968, Κυβέρνησίς τις δὲν ἔχῃ εἰσέτι καταθέσει τὸ ὄργανόν της ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως θὰ παύσῃ ἀπὸ 1ης Ὀκτωβρίου 1968 νὰ θεωρῆται προσωρινῶς ὡς συμβαλλόμενον μέρος τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, ἐκτὸς ἐὰν τὸ Συμβούλιον ἀποφασίζῃ διαφορετρόπως. Ἐν τούτοις ἡ Κυβέρνησις αὕτη θὰ ἔχῃ τὸ δικαίωμα νὰ συμμετέχῃ τῶν ἐργασιῶν τοῦ Συμβουλίου, ἄνευ δικαιώματος ψήφου, ὑπὸ τὴν ἰδιότητα τοῦ παρατηρητοῦ.

6. Ἐὰν τὴν 30ὴν Ἰουνίου 1967, τὸ παρὸν πρωτόκολλον δὲν θὰ ἔχῃ δεχθῇ ἐπαρκῆ ἀριθμὸν ὑπογραφῶν, ἵνα δυνηθῇ νὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ μετὰ τὴν ἐπικύρωσιν, ἀποδοχήν, ἢ ἔγκρισιν, ἀλλὰ ἐὰν αἱ Κυβερνήσεις τεσσάρων κυρίως παραγωγικῶν χωρῶν καὶ αἱ Κυβερνήσεις δύο κυρίως εἰσαγωγικῶν Χωρῶν, ἔχωσιν ὑπογράψει καὶ ἐάν, εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν ἡ Συνταγματική των διαδικασία τὸ ἀπαιτεῖ, ἔχωσι ἐπικυρώσει, ἀποδεχθῇ ἢ ἐγκρίνει τὸ εἰρημένον πρωτόκολλον τὴν 30ὴν Σεπτεμβρίου 1967, αἱ εἰρημέναι Κυβερνήσεις θὰ δύνανται νὰ ἀποφασίζουν κοινῇ συγκαταθέσει ὅτι τὸ παρὸν πρωτόκολλον θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ δι' αὐτὰς ἢ ἀκόμη θὰ δύνανται νὰ λαμβάνουν πᾶν ἕτερον μέτρον τὸ ὁποῖον ἡ κατάστασις θὰ τὰς κάμῃ νὰ κρίνωσιν ὅτι ἀπαιτεῖται.

7. Ἐὰν κατὰ τὴν χρονολογίαν τῆς 1ης Ὀκτωβρίου 1967, τὸ παρὸν πρωτόκολλον δὲν ἔχῃ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ, εἴτε προσωρινῶς, εἴτε ὁριστικῶς, κατὰ τοὺς ὅρους τῶν ἀνωτέρω 1 καὶ 3 παρ., ἀλλὰ ἐὰν θὰ ἔχῃ δεχθῇ ἐπαρκῆ ἀριθμὸν ὑπογραφῶν διὰ νὰ δυνηθῇ νὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ, κατόπιν ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως, συμφώνως πρὸς τὰς προβλεπομένας διὰ τὸν σκοπὸν τοῦτον διατάξεις τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, ἡ Συμφωνία τοῦ 1963 θὰ παραταθῇ αὐτοδικαίως ἕως τῆς χρονολογίας ἐνάρξεως ἰσχύος προσωρινῆς ἢ ὁριστικῆς τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου, χωρὶς νὰ δύναται ἡ διάρκεια τῆς παρατάσεως ταύτης νὰ ὑπερβῇ τοὺς 12 μῆνας.

Ἄρθρον 8.

Ἐάν, κατὰ τὴν 30ὴν Σεπτεμβρίου 1969, ἔχῃ διαπραγματευθῇ Συμφωνία προωρισμένη διὰ παράτασιν ἢ ἀνανέωσιν τῆς Συμφωνίας τοῦ 1963, δεόντως παραταθείσης καὶ ἔχῃ δεχθῇ ἐπαρκῆ ἀριθμὸν ὑπογραφῶν ἵνα τεθῇ ἐν ἰσχύϊ κατόπιν ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ ἐγκρίσεως, συμφώνως πρὸς τὰς προβλεπομένας διὰ τοῦτο διατάξεις, ἀλλὰ ἐὰν ἡ νέα αὕτη Συμφωνία δὲν ἔχῃ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ, προσωρινῶς ἢ ὁριστικῶς, τὸ παρὸν ὄργανον θὰ παραταθῇ μέχρι τῆς ἐνάρξεως ἰσχύος τῆς νέας Συμφωνίας, χωρὶς νὰ δύναται ἡ διάρκεια τῆς παρατάσεως ταύτης νὰ ὑπερβῇ τοὺς 12 μῆνας.

Ἄρθρον 9.

Ἡ Κυβέρνησις καταθέσεως τῆς Συμφωνίας θὰ πληροφορῇ ἄνευ καθυστερήσεως ἑκάστην Κυβέρνησιν, ἥτις εἶναι συμβαλλόμενον μέρος τῆς Συμφωνίας ἢ τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, ἢ ἡ ὁποία θεωρεῖται προσωρινῶς ὡς συμβαλλόμενον μέρος εἰς τὸ Πρωτόκολλον, πᾶσαν ὑπογραφὴν ἐπικύρωσιν, ἀποδοχήν, ἔγκρισιν ἢ προσχώρησιν εἰς τὸ εἰρημένον Πρωτόκολλον, πᾶσαν κατατεθεῖσαν ἀνακοίνωσιν συμφώνως πρὸς τὰς παρ. 3 καὶ 5 τοῦ ἄρθρου 7 τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, καθὼς ἐπίσης τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως ἰσχύος τούτου.

Εἰς πίστωσιν τούτων οἱ κάτωθι ὑπογεγραμμένοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι ἐπὶ τῷ τέλει τούτῳ ὑπὸ τῶν οἰκείων Κυβερνήσεών των ὑπέγραψαν τὸ παρὸν Πρωτόκολλον κατὰ τὰς ἔναντι τῶν ὑπογραφῶν των ἡμερομηνίας.

Τὰ κείμενα τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου εἰς τὰς Ἀγγλικήν, Ἱσπανικήν, Γαλλικὴν καὶ Ἰταλικὴν γλῶσσας, εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά, τὰ δὲ πρωτότυπα αὐτῶν ἔχουσι κατατεθῇ παρὰ τῇ Ἱσπανικῇ Κυβερνήσει ἥτις θὰ διαβιβάσῃ ἀκριβῆ κεκυρωμένα ἀντίγραφα εἰς ἑκάστην τῶν Κυβερνήσεων αἵτινες θὰ ἔχωσι ὑπογράψει ἢ προσχωρήσει εἰς τὸ παρὸν Πρωτόκολλον.

Ἐγένετο ἐν Γενεύῃ τῇ 30 Μαρτίου 1967

Ἀκριβὲς ἀντίγραφον

Ἐν Ἀθήναις τῇ 26 Σεπτεμβρίου 1968

Ὁ Δ)ντὴς Δενδροκηπ. Παραγωγῆς

Κ. ΔΡΑΚΑΚΗΣ

ΔΙΑΤΑΓΜΑΤΑ

(2)

Β. ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 651

Περὶ παρατάσεως θητείας Ἐρανικῆς Ἐπιτροπῆς ἀνεγέρσεως Μνημείου τῶν σφαγιασθέντων ἐν Διστόμῳ.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Ἔχοντες ὑπ' ὄψει:

1) Τὰ ἄρθρα 122—126 τοῦ Ἀστικοῦ Κώδικος ὡς καὶ τὰς διατάξεις τοῦ Νόμου 5101)31 «περὶ διενεργείας ἐράνων, λαχειοφόρων ἀγορῶν κ.λ.π.».

2) Τὸ ὑπ' ἀριθ. 336)21.4.68 Β. Διάταγμα δι' οὗ συνεστήθη Ἐρανικὴ Ἐπιτροπὴ διὰ τὴν ἀνέγερσιν Μνημείου τῶν σφαγιασθέντων ἐν Διστόμῳ.

3) Τὸ ὑπ' ἀριθ. 24972)9.8.68 ἔγγραφον τῆς Νομαρχίας Βοιωτίας περὶ παρατάσεως θητείας τῆς ὡς ἄνω Ἐρανικῆς Ἐπιτροπῆς, προτάσει τοῦ Ἡμετέρου ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργοῦ, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν:

Ἄρθρον μόνον.

Παρατείνομεν τὴν θητείαν τῆς διὰ τοῦ ὑπ' ἀριθ. 336)21.4.68 Β. Διατάγματος συσταθείσης Ἐρανικῆς Ἐπιτροπῆς ἀνεγέρσεως Μνημείου τῶν σφαγιασθέντων ἐν Διστόμῳ μέχρι τῆς 30.6.1969.

Εἰς τὸν αὐτὸν ἐπὶ τῆς Κοινωνικῆς Προνοίας Ὑπουργόν, ἀνατίθεμεν τὴν δημοσίευσιν καὶ ἐκτέλεσιν τοῦ παρόντος.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 19 Σεπτεμβρίου 1968

Ἐν Ὀνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΖΩΙΤΑΚΗΣ

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΚΟΙΝ. ΠΡΟΝΟΙΑΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΛΟΥΚ. ΠΑΤΡΑΣ

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ